

## BURKINA FASO

# Médiation sous haute tension

**Trois jours après le coup d'État, les médiateurs ont accouché d'un « plan de sortie de crise ». Le président Kafando reste, les putschistes sont amnistiés.**

**D**irigée par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), la médiation avait donné rendez-vous ce dimanche à 10h00 locales et GMT pour présenter son plan de sortie de crise après le coup d'État orchestré mercredi dernier par le général Diendéré. Ce plan devait permettre le « retour » des institutions en place avant le putsch.

L'annonce du plan devait être faite à l'hôtel Laico à Ouagadougou, par le président sénégalais Macky Sall, président en exercice

de la Cédéao, assisté du représentant de l'ONU en Afrique de l'Ouest Mohamed Ibn Chambas. Le général Diendéré – un proche du président déchu Blaise Compaoré – et des représentants de la classe politique et la société civile devaient également être présents.

La présidence sénégalaise avait annoncé la veille travailler sur un scénario « *qui pourrait très fortement conduire au retour* » du président de la transition Michel Kafando.

## **Les sympathisants de Diendéré saccagent un hôtel**

Le général Diendéré s'était aussi montré rassurant samedi, déclarant : « *Je n'ai jamais dit que j'allais conserver le pouvoir* ». Rien n'avait filtré en revanche sur les éventuelles garanties ou contreparties offertes aux putschistes.

Dans l'attente d'une annonce, dimanche après-midi, la tension est montée d'un cran dans l'hôtel

Laico où ont lieu les négociations. Des sympathisants du général Diendéré ont fait irruption, saccageant le mobilier du hall et chassant à coup de cordelettes des anti-putschistes et des journalistes rassemblés devant l'établissement.

Le projet d'accord de sortie de crise a finalement été dévoilé dimanche soir. Il prévoit de restaurer le président Kafando, d'amnistier les putschistes et d'organiser des élections législatives et présidentielle, au plus tard le 22 novembre, en y incluant les candidats pro-Compaoré exclus suite à une loi votée par l'Assemblée intérimaire.

Ce projet d'accord a été jugé « honteux » par le porte-parole des organisations de la société civile. « *J'ai honte d'être Africain* » a dit Me Guy-Hervé Kam. Des propos qui annoncent de nouvelles tensions dans les prochaines heures. ■